



Arrêté du maire n° PM2024-254

Portant autorisation de voirie

Rue Corot - 29770 AUDIERNE

Le maire de la commune d'Audierne,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits des libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code de la route,
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
Vu le code des collectivités territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2,
Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,
Vu la demande de l'entreprise atelier bois construction sise au 49 rue du Général De Gaulle 29780 Plouhinec, représentée par monsieur Alain PICHON en vue de réaliser une couverture nécessitant un échafaudage rue Corot à Audierne pour le compte de monsieur Bontonnou Eric.
Considérant qu'il importe de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules automobiles pendant la durée des travaux, conformément au plan Vigipirate sécurité renforcée risque attentat.

Arrêté

Article 1 : L'entreprise pétitionnaire aura la charge de la signalisation de jour et de nuit du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I -8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

- Les travaux sus-indiqués seront autorisés lundi 26 août au vendredi 18 octobre 2024 inclus.
- L'entreprise pétitionnaire est autorisée à installer un échafaudage.
 - Les panneaux indiquant le chantier et le rétrécissement de la voie seront implantés en amont et en aval du chantier aux distances réglementaires.
 - L'échafaudage devra être signalé jour et nuit.
 - Les véhicules de l'entreprise ne sont pas autorisés à stationner dans cette rue en dehors du montage et démontage de l'échafaudage.
 - La rue devra rester libre à la circulation.

Article 2 : L'entreprise pétitionnaire aura la charge de la signalisation de jour et de nuit du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I -8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992. La signalisation devra être conforme à la 8^{ème} partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992.

- Les dépôts de matériaux ne devront pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie publique.
- Dès l'achèvement des travaux, les ouvrages du domaine public qui auraient pu être endommagés au cours du chantier devront être remis en état.
- Le revêtement bitumeux devra être protégé et nettoyé en cas de salissure.

Article 3 : La présente autorisation sera retirée en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 4 : A la fin des travaux, tous les matériaux devront être enlevés afin de dégager la voie publique qui sera remise en état par l'entreprise.

Article 5 : La commune d'Audierne dégage toute responsabilité en cas d'incident ou d'accident pouvant découler de ces opérations.

Article 6 : Le présent arrêté prendra effet dès la mise en place des panneaux règlementaires par les services techniques de la ville. Il sera porté à la connaissance du public par affichage sur site.

Article 7 : La présente autorisation sera retirée en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 8 : Madame la directrice générale des services, monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie d'Audierne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui devra être affiché sur le chantier.

Destinataires :

L'entreprise pétitionnaire
SDIS 29 / Gendarmerie
M. Eric BOSSER, maire délégué Esquibien
M. Michel COLLOREC, adjoint au maire chargé des travaux
M. Fabrice BUREL, responsable des ST Ville d'Audierne
M. Boris MOIGNE, responsable du CT Ville d'Audierne
M. Anthony THOMAS, responsable Voirie Ville d'Audierne
M. Christian JULOU, ASVP
Services Voirie, Bâtiments et Espaces verts Ville d'Audierne
Archives mairie et mairie annexe

Audierne, le 12 juillet 2024

Le maire,
Gurvan KERLOC'H
Pour le maire,
L'adjoint délégué,
Eric Bosser

